

# Potentiels d'une coopération Sud-Sud efficace « Le Maroc un exemple à suivre »

M.Badr Bakkacha, M.Larbi Touhami

## Résumé

Conscient des atouts et des avantages comparatifs du continent africain subsaharien, le Maroc a exprimé dans plusieurs reprises sa volonté de bonne foi de renforcer sa coopération avec les pays de son continent d'origine sous un concept de la coopération Sud-Sud avec une politique gagnant-gagnant. Le but est de consolider la coopération, le positionnement du royaume du Maroc en Afrique et jouer le rôle du Hub stratégique régional pour tout pays qui veut coopérer avec les pays de la région subsaharienne.

L'étude de cas de la coopération économique du Maroc avec l'Afrique subsaharienne sous un concept de la coopération Sud-Sud a démontré que les outils utilisés sont efficaces et performants pour le développement économique.

**Mots clés :** coopération Sud-Sud, Maroc, Afrique subsaharienne, partenariat économique, politique gagnant-gagnant, croissance économique, Hub stratégique.

## 1 INTRODUCTION

La coopération des pays du Sud sous un concept de la coopération Sud-Sud permet à l'Afrique de faire face à l'ensemble des problèmes dont le continent souffre souvent. Cette coopération cherche à trouver les solutions nécessaires absolues à ses problèmes, parmi lesquels on peut citer : le manque d'hôpitaux, taux d'alphabétisation trop élevé, infrastructures défaillantes, taux de pauvreté en augmentation permanente. Ces problèmes représentent des obstacles devant la croissance et le développement économique des pays du Sud.

En effet le Maroc, placé au cœur de la zone atlantique, il est opté pour le renforcement de son rôle historique de pôle de la croissance économique au niveau du continent.

Le continent africain se développe plus que n'importe quelle autre région dans le monde, et crée un taux de croissance important qui attire l'attention du monde entier.

Le Maroc comme pays du sud a depuis toujours exprimé sa volonté d'avoir des relations de proximité sous une politique gagnant-gagnant avec les pays de son continent d'origine.

Cette politique a connu plusieurs transformations cette dernière décennie en reposant sur deux créneaux essentiels, à savoir l'aspect commercial et les investissements.

C'est pour cela, le Maroc est considéré comme un Hub stratégique de l'Afrique, accordant un point d'entrée aux investisseurs étrangers qui désirent renforcer leur présence sur le continent.

### I- Évolution historique et potentielle de développement de la coopération Sud-Sud.

#### A- Fondements historiques de la coopération sud-sud

Depuis l'achèvement de la 2ème guerre mondiale, lorsque l'ensemble des pays est spécialement ceux en voie de déve-

loppement ont pu avec succès se débarrasser de la colonisation. Ces pays ont commencé à créer des relations économiques et politiques entre pays en développement ainsi que les bases des relations internationales dans leur structure économique. (Folashadé Soulé-Kohndou,2013)

Le Continent Africain a eu depuis toujours une longue coopération avec les pays du Sud. L'année 1955 était sa première participation officielle à la coopération Sud-Sud. L'Année dont plusieurs pays africains venaient d'avoir leurs indépendances. Une réunion était programmée en Indonésie, pour créer un programme d'une coopération culturelle et économique.

En 1961 on a assisté à la création des mouvements des non-alignés par la mise en place de plusieurs actions collectives des nations du Sud, et en 1964 du groupe des 77 (G-77).<sup>1</sup>

La coopération a visé la création des attentes sous régionales et régionales dans les années 60, le but essentiel était d'encourager l'intégration économique, le commerce extérieur et la coopération politique entre pays, comme le marché commun, l'union économique, l'union douanière et le libre-échange.

Cette collaboration avait comme but principal de rendre les marchés plus large, et d'aider les firmes à réaliser une stratégie d'industrialisation et de créer une intégration efficace au niveau international.

Autrement dit, ces coopérations n'ont pas pu atteindre l'objectif, celui de réaliser une coopération économique efficace. En outre, Parmi les problèmes rencontrés il y a un manque de communication entre les pays, et aussi le problème des matières premières des pays en voie de développement. (Amadeus,2014)

Le commerce extérieur des pays en voie de développement

<sup>1</sup>Le Groupe des 77 (G-77) a été créé le 15 juin 1964 par soixante-dix-sept pays en développement signataires de la déclaration commune des soixante-dix-sept pays ; publiée à la fin de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève.

consistait principalement à assurer la substitution du pétrole et gaz nature contre des produits manufacturés des pays développés.

Le but essentiel de cette coopération Sud-Sud est de trouver des arrangements considérables entre pays et de réaliser des résultats de base politiques économique et idéologique.

Depuis 1970 jusqu'à 1980 la volonté était de refaire et trouver un modèle pour une structure efficace des relations économiques entre pays du sud au niveau mondial dont le souci est de mettre en place plus d'équité.

Pendant ces années la volonté des pays qui forme le G-77 et la région MNA est de construire une coopération solide qui répond au besoin spécifique des pays membre. Cette volonté a permis une pression sur les Nations unies pour pouvoir trouver d'une manière rapide des résolutions aux conflits en termes économiques entre pays et pouvoir favoriser la communication, l'entente et la bonne conduite.

L'ONU a créé le (CNUCED)<sup>2</sup>, l'objectif est d'aider les pays du sud à promouvoir leurs exportations et dynamiser les échanges. Depuis 1972, l'organisation des Nations unies a mis en place une communauté dont le but est de vérifier la coopération au niveau technique entre pays du sud, cette initiative a permis la création d'un groupe qui s'intéresse à la convention technique en 1974. (Mehrez HAFSI, 2017)

Entre l'année 1989 et 1999 on assiste à une évolution dans tous les niveaux à l'échelle internationale, surtout aux niveaux économique et politique. La fin de l'Union soviétique, ainsi que l'évolution rapide de la mondialisation et l'implantation des multinationales, ont laissé des doutes concernant le comportement des Etats des pays du sud avec ses transformations et de savoir s'ils seront capables de suivre la tendance.

Quelques experts du domaine, suite à cette situation critique, ont exprimé leurs soucis de l'avenir qui sera certainement contrôlé par le capitalisme qui réalise des progrès considérables ainsi que pour les pays qui n'ont pas pu s'adapter et s'arranger au rang du capitalisme ça serait une nécessité de l'adopter et suivre ces instructions afin de réaliser les objectifs. Concernant les pays de l'Afrique, ils participent d'une manière progressive à l'ensemble des regroupements sous une coopération Sud-Sud, leur objectif primordial est favorisé plus de collaboration avec les pays du Sud qui sont en voie de développement afin de trouver des solutions aux problèmes communs d'une manière efficace et efficiente.

Depuis l'année 2000, les pays Africains ont signé plusieurs conventions économiques et politiques avec les pays du Sud afin de mettre en place un plan de travail pour la réalisation des projets communs pour le bien-être du citoyen africain.

## **B- Potentiels et enjeux économiques de la Coopération Sud-Sud**

Il est clair que les pays développés disposent de beaucoup d'atouts et le savoir-faire qui peuvent partager avec les pays en voie de développement.

Les pays en voie de développement, par contre, disposent d'un grand potentiel en matière de ressources naturelles (gaz

et pétrole) ainsi que les ressources humaines (taux de jeunes très élevés), ainsi que des avantages en matière d'investissements (marchés quasi vierges).<sup>3</sup>Cet avantage attire naturellement les investisseurs, principalement les pays émergents comme la Chine et la Russie...

Plusieurs pays en voie de développement trouve du mal à pouvoir protéger d'une manière durable et responsable leurs ressources naturelles, pour cela ils doivent faire plus d'efforts au niveau de la recherche scientifique pour qu'ils puissent gérer et de garder une bonne gouvernance de leurs ressources. (Imen BOUALLEGUI, 2010)

Les pays du Sud vont prochainement prouver que l'ensemble de leurs ressources est le pilier de leur croissance et développement.

Parmi les choses que ces pays doivent défendre en toute responsabilité et celui de lever le défi et essayer de diminuer la grande différence entre les pays développés et les pays en voie de développement au niveau de la science, la formation et de l'aspect purement technique.

Au niveau des publications scientifiques, les pays développés réalisent de bons résultats, d'ailleurs la preuve, le classement des meilleures universités et écoles dans le monde sont des pays développés en occurrence Anglophone. Suite à des études, presque 15% des ménages des pays développés contribue en moyenne de 80% à la réalisation scientifique.

D'autre part les pays du Sud pauvres en matière d'études scientifiques représentent presque 90% des ménages contribuent à moins de 10% à la science. (Plan stratégique, 2007 – 2011)

On remarque que l'écart reste très important entre les pays du Nord et les pays du Sud, et ce sont les pays développés qui sont les mieux avancés en termes de la recherche scientifique.

Ce qui préoccupe la société mondiale est que l'écart qui existe depuis toujours entre le nord et le sud commence à s'élargir de plus en plus et peut infecter négativement sur les rapports et relations internationales, car ils vont toujours être devant une situation dont le plus fort détient la part du lion dans tous les domaines en occurrence politique et économique.

Le défi que les pays émergents dans une coopération Sud-Sud doivent mettre en place, repose sur le partage d'expertise et permettre aux pays moins développés de rattraper le retard au niveau de la recherche et de la science pour assurer un développement pérenne.

D'autre part, les investissements directs étrangers (IDE) et les flux financiers ont évolués positivement, le malheur est que cette progression n'était bénéfique que pour quelque pays en voie de développement.

Enfin, le dernier défi est de résoudre l'ensemble des problèmes liés aux échanges des produits entre pays du Sud qui sont confrontés à des barrières tarifaires très élevées.

<sup>2</sup> CNUCED est un organe intergouvernemental permanent créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1964. Le siège social est situé à Genève, en Suisse.

<sup>3</sup> Le Nord global comprend l'Australie, le Canada, Hong Kong, Macao, la Nouvelle-Zélande, le Japon, Singapour, la Corée du Sud, Taiwan, les États-Unis et toute l'Europe (dont la Russie). Le Sud global comprend l'Asie (à l'exception du Japon, de Hong Kong, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taiwan), l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud, le Mexique, l'Afrique et le Moyen-Orient.

## **II - Coopération Sud-Sud : Cas du partenariat économique Maroc- Africain.**

### **A - L'Eldorado Africain une compétition mondiale**

L'Afrique est actuellement un continent qui se développe plus que n'importe quelle autre région dans le monde et réalise un taux de croissance important qui attire l'attention du monde entier.

On est tous d'accord que l'Afrique est un continent en pleine croissance, il attire, aujourd'hui, l'intention de tous les investisseurs désireux créer de la valeur ajoutée, le continent tire son épingle du jeu, en réalisant un taux de croissance annuel moyen de 6%, dans cette dernière décennie. D'autre part, il est important de signaler que l'Afrique devrait avoir une croissance moyenne de plus que 3% de l'année en cours (2019) (rapport de la banque mondiale, 2018)

Le PIB de toute l'Afrique dépasse les 2000 milliards USD. À savoir que dans le top 5 des puissances économiques du continent les pays comme le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Égypte ont près de la moitié du PIB de tout le continent. (Le world economic Forum, 2018)

L'Afrique, qui pourra compter, d'après un ensemble de chercheurs à peu près de deux milliards d'habitants, dans les 30 années à venir, presque le double de la population de Chine, aussi plus que 15% des habitants de la planète est actuellement un enjeu de long terme car il est devenu le centre d'intérêt d'un ensemble de pays qui désirent la recherche d'un nouveau défi dans l'entreprenariat hors leurs frontières. Non seulement les grandes puissances économiques occidentales qui cherchent une place dans le continent africain mais aussi les pays émergents qui veulent, d'une manière ou d'une autre, saisir d'une façon extrême les opportunités de ce continent. La Chine est un exemple des pays émergents à prendre en considération, même si les flux commerciaux, entre ce pays asiatique et l'Afrique, restent toujours limités mais leur croissance est significative.<sup>4</sup>, (Bintou oumar diallo, 2017)

Actuellement, la Chine représente pour quelques pays africains le premier partenaire commercial. Ainsi que les relations sino-africaines, en termes d'échanges commerciaux, sont idéales car la Chine voit dans le Continent Africain un réservoir de matières premières, énergétiques et minières. Ainsi d'autre part, les pays Africains considèrent ce pays comme un partenaire idéal, qui n'impose pas des conditions particulières dans les échanges extérieurs comme le font les Occidentaux.

En outre, d'autres pays émergents comme la Turquie, l'Inde la Malaisie, le Brésil... sont aussi à la recherche d'un positionnement de force dans l'Afrique ; ces pays sont considérés comme les nouveaux partenaires de l'Afrique avec qui les échanges commerciaux ont évolué pendant ces dernières années.

En Afrique Actuelle, le temps des guerres civiles et des coups d'États existe très rarement laissant place à une vision straté-

<sup>4</sup> Les relations économiques entre la Chine et l'Afrique, ont commencé il y a des siècles et se poursuivent encore aujourd'hui. Aujourd'hui, la Chine cherche des ressources pour sa consommation croissante et les pays africains cherchent des fonds pour développer leurs infrastructures.

gique claire qui consiste à veiller sur les développements des nations et des populations africaines pour qu'ils puissent suivre la tendance mondiale en matière d'évolution, de croissance et de développement.

L'Afrique subsaharienne a connu récemment un soutien solide d'un pays émergent au sein du continent, il s'agit du Maroc. Grâce au partenariat multidimensionnel que propose le Royaume du Maroc, sous les hauts directifs de sa Majesté le Roi Mohammed VI, peut jouer le rôle d'un acteur majeur dans toute l'Afrique. (Nadia Lamlili, 2017).

Les récentes tournées Royales, devenu presque annuelles depuis l'année 2014, dans plusieurs pays de l'Afrique subsahariennes spécialement les pays de l'Afrique de l'Ouest, ont permis de renforcer la présence et le rôle économique que joue le Maroc sur tout le continent africain.<sup>5</sup> (Institut Amadeus, 2014).

### **B – L'investissement et le commerce un pilier de la coopération économique maroco-africaine**

Conscient Les IDE marocains en Afrique sont constitués principalement d'investissements en Afrique subsaharienne. Le Maroc est présent en force à travers des investissements directs dans plus que 25 pays de l'Afrique subsaharienne. (Alain Bouithy, 2018)

En matière d'ouverture sur le commerce international, le classement du Forum Economique Mondial, précise que le Maroc a pu améliorer son classement en matière de facilitation du commerce. On se référant aux dernières conclusions de ce Forum, et on analysant le degré d'ouverture des nations au commerce mondial, on constate que le Maroc a passé de la 52ème place en 2014 à la 49ème place pendant l'année 2016. Ce qui est positif de ce rapport, c'est que le Maroc a pu même dépasser quelques économies similaires dans le Continent ou ceux ayant un PIB plus élevé. L'Afrique du Sud est placée 55ème, la Tunisie est en 91<sup>ème</sup> place. Pour les pays du Nil et l'Égypte, ils viennent en 116<sup>ème</sup> position. Quant à l'Algérie, il est classé 121ème suivi de la Nigeria (deuxième puissance économique africaine) qui est en 127<sup>ème</sup> position.

D'après le même rapport, le Royaume a occupé la 43ème place au niveau international du classement de 2014. Cette année, le grand pays asiatique la république de Singapour est le meilleur pays qui pratique le commerce international, puis Hong Kong et les Pays-Bas viennent respectivement en 2ème et 3ème rangs. (Forum économique mondial, 2017-2018)

Depuis l'année 2010 les échanges Maroc-africaines ont enregistré une évolution importante. Mais malgré cette augmentation on témoigne clairement qu'il existe un faible positionnement de l'Afrique subsaharienne dans la politique des échanges marocaine.

En comparant le total des échanges du Maroc avec d'autres partenaires économiques hors Continent Africain on constate qu'il est plus significatif. A titre d'exemple, on peut citer le partenaire traditionnel du Maroc l'Union Européenne.

<sup>5</sup>Le Roi Mohammed VI a effectué plus de 50 visites dans les pays africains au cours de son règne, ce qui a abouti à plus de 1000 accords de coopération sur des questions économiques, politiques, de sécurité et d'éducation.

Parmi les obstacles du non-dynamisme de commerce interafricain entre le Maroc et ses homologues d'Afrique Subsaharienne la faiblesse des réseaux de transport maritime et routier entre pays. (Rim Berahab, 2017)

En revanche, le Maroc pour développer les relations d'échanges avec les autres pays africains, il a signé beaucoup d'accords commerciaux. En outre, les clauses sont basées sur des accords du caractère NPF<sup>6</sup> ou des accords multilatéraux ou triangulaires.

Malheureusement, ces accords restent non concrétiser en réalité, comme celui du projet de l'UEMOA.<sup>7</sup>

Prochainement, d'autres partenariats connaîtront plus de négociations : application d'un accord de libre-échange des marchandises avec la région des pays de la zone Ouest d'Afrique . qui ne pourra qu'être qu'un point positif pour dynamiser les échanges extérieurs ; ainsi les mêmes conventions sont encours de traitement avec la CEMAC<sup>8</sup>. Soulignant que ces retards de la non-application rapide de ses conventions représentent un frein aux échanges entre les pays Africains entre ses partenaires, en particulier avec le Maroc.

Les échanges entre l'Afrique et le Royaume du Maroc sont significatifs, car depuis l'année 2008 la balance commerciale de l'économie marocaine est devenue excédentaire, le solde commercial a atteint 992,3 millions de dollars en 2015. (Emmanuel Atcha, 2018)

Par ailleurs, si les exportations du Maroc vers ses partenaires des pays de l'Afrique Subsaharienne ont connu une augmentation depuis 2009, les importations ont réalisé des résultats négatifs connaissant une diminution entre 2012 et 2014.

Une autre chose à citer, qui représente un déterminant essentiel dans le cadre des échanges commerciaux entre pays, est que le nombre de produits exportés par le Maroc est évolué, c'est -à- dire qu'il y a une diversification des produits à exporter en vue de satisfaire les besoins et les attentes de ses partenaires commerciaux du Continent-Africain.

### Comité scientifique :

Abdelatif EL ABDERRAHMANI, FP, Larache MAROC.  
Abdeljalil LOUHMADE, FSJES Tanger, MAROC.  
Abderrahim Saaidi, FP, Taza MAROC.  
Abdellatif MARGHICH, ENCG Fès MAROC.  
Abdelbar EJBARI, FP, Larache MAROC.  
Achraf EL AISSAOUI, FSJES, Tanger MAROC.  
Aicha AGGOUNE, Guelma - ALGERIE -  
Ahmed OUAZZANI, FP, Larache MAROC.  
Ahmed MOSLIH, FLSH, Kénitra MAROC.  
Ahmed FERHANE, FLSH, Kénitra MAROC.  
Anas BENNANI, ARSED, Tetouane MAROC.  
Anas OUTAIR, ARSED, Tanger MAROC.  
AMAL BERGAM, FP, Larache MAROC.  
Asmaa REKLAOUI, ENCG, Tanger MAROC.  
Aziz BAOUNIA, ENCG, Kentra MAROC.  
Aziz MABROUK, FSJES, Martil MAROC.  
Anas BENNANI, ARSED Tanger MAROC.

FATIMA ZOHRA ALAOUI SOSSI, FSEJS, Tétouan MAROC.  
Fatiha ADDIYOUBAH, FSJES Meknès MAROC.  
Fouad MAKHOUKH, CRMEF, Meknès MAROC.  
D. P. Ruiz PADILLOU-Grenade, ESPAGNE.  
Jaafar ABOUCHABAKA, FS, Kenitra MAROC.  
Haimoudi EL KHATIR, FP, Larache MAROC  
Hassan SATORI, FS, Fès MAROC.  
Houria ZAAM, FSEJS, Tétouan MAROC.  
Hicham ACHELHI, FP, Larache MAROC.  
Hicham TOUIL, FP, Larache MAROC.  
Imad BAKKALI, Espagne,  
Khadija AMENZOU, FS - INRH, Rabat MAROC.  
Khalid SATORI, FS, Fès MAROC.  
Ghizlane BENAZZOUZ, FSEJS, Tétouan MAROC.  
Larbi SETTI, FP, Larache MAROC.  
Maria Emilia Candella Castillo FB UM, Murcie, Espagne.  
Maria-Emilia Requena Candela UMCE, Murcie, Espagne  
Maria BOUJADDAINE, FSEJS, Tétouan MAROC.  
Merouane MEHDI Université Blida1, Algeria.  
Mohammed Ahmed MagedUI, Ibb Yemen  
Mohamed ELKANDILI, ISGA, Fes MAROC.  
Mohamed Ould elhassen SUPCOM, Bizerte, Tunisie.  
Mohammed ZOUITEN, FP, Taza MAROC.  
Mohamed TLIDI, FSJE, Tanger MAROC.  
Mohammed EZZNATI, ENCG Tanger MAROC.  
Najat RAFALIA, FS, Kenitra MAROC.  
Omar TIJANI, FP, Larache MAROC.  
Othman ABDOUN, FP, Larache MAROC.  
Ouail EL IMRANI, ARSED, Tanger MAROC.  
Patrick MARTINIUT, UA, Béthune, France.  
Rafik LASRI, FP, Larache MAROC.  
Reda JOURANI, FSJES, Martil MAROC.  
Riadh abdefattah UC, Sidi Bousaid Tunisie.  
Samira BOUNID, FP, Larache MAROC.  
Samira KHOULJI, ENSA, Tetouan MAROC.  
Saïd TRITAH, FP, Larache MAROC.  
Soumaya AHAROUAY, ARSED MAROC.  
Younes DAIFE, ENCG Fès MAROC.  
Youssef BENABDERRAZIK, ENCG Fès MAROC.  
Youssef ELHASSANI, ENCG Fès MAROC.  
Youssef ETTOUMI, ENA Tétouan MAROC.  
Youssef FAKHRI, FS, Kenitra MAROC.  
Younnes CHAABI, IRCAM, Rabat MARO  
Zakaria ABBASS, ISGA Fès MAROC.  
Zineb EL ANDALOUSSI, ENCG, Tanger MAROC.

### Conclusion

Conscient des atouts et des avantages comparatifs du Continent-Africain Subsaharien, le Maroc a exprimé, dans plusieurs reprises, sa volonté de bonne foi afin de renforcer sa

<sup>6</sup>La clause de la nation la plus favorisée en terme commercial

<sup>7</sup>L'Union économique et monétaire ouest-africaine

<sup>8</sup>La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

coopération économique en matière d'investissements et du commerce extérieur avec les pays de son Continent d'origine sous un concept de la coopération Sud-Sud avec une politique gagnant-gagnant. Le but est de consolider la coopération, le positionnement du Maroc en Afrique, et de jouer le rôle du Hub stratégique régional pour tout pays désirant coopérer avec les pays de l'Afrique subsaharienne.

Actuellement dans un monde qui connaît une évolution très rapide dans tous les domaines et tous les secteurs, le commerce international et les IDE connaissent une grande expansion et sont considérés comme des piliers de la mondialisation.

Le Royaume du Maroc a eu depuis toujours de très bonnes relations avec l'Afrique., en particulier, l'Afrique de l'Ouest. Selon des statistiques récentes, plus de la moitié des investissements marocains dans le Monde sont destinés vers l'Afrique ; ce qui fait des pays Continent-Africain la principale destination des IDE marocains.

D'autre part le Maroc peut renforcer davantage sa présence sur le continent africain, plus particulièrement la partie subsaharienne, puisqu'il existe plusieurs pistes à explorer afin d'assurer la compétitivité du Maroc sur le territoire africain.

À ce niveau, l'étude de cas de la coopération économique du Maroc avec l'Afrique sous un concept de la coopération sud-sud a démontré que les stratégies d'investissement et d'échange commercial, suivis par le Maroc, sont efficaces et performants pour le développement et le renforcement de la coopération économique avec les pays d'Afrique.

- [9] Nadia Lamlili, 2017« Maroc – Afrique : la diplomatie économique de Mohammed VI ».In : jeune Afrique,2017
- [10] Plan stratégique, (2007 – 2011),« Partenaires en population et développement pour l'Afrique », (2007 – 2011).
- [11] Rapport (2017-2018),Rapport du Forum économique mondial Compétitivité : le Maroc en perte de vitesse, jeudi 28 septembre2017.
- [12] Rapport annuelle de la banque mondiale, 2018 « l'Afrique vue d'ensemble », rapport : Africa's pulse,14 mai 2018
- [13] Rim Berahab, 2017 «relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne : Quels potentiels pour le commerce et les investissements directs étrangers», In : policy center for the new south,February 01,2017.

## Bibliographie :

- [1] Alain Bouithy, 2018. «Les ide marocains en Afrique représentent 60% des flux sortants»Le Royaume compte parmi les premiers investisseurs africains de l'UEMOA et de la CEMAC, 2018.
- [2] Bintou oumar diallo, 2017 « la chine et l'Afrique : perception de la communauté d'affaire sénégalaise sur la présence chinoise en Afrique »Université de Sherbrooke.Longueuil, 2017.
- [3] Emmanuel Atcha, 2018« les échanges intra-africains du Maroc ont augmenté annuellement de 5% en 10 ans » In : journal la tribune,2018.
- [4] Folashadé Soulé-Kohndou,2013 « Histoire contemporaine des relations Sud-Sud», Les contours d'une évolution graduelle(n° 248), pages 108,2013.
- [5] Imen BOUALLEGUI, 2010 « Spillovers technologiques et croissance économique : Une analyse économétrique sur données de panel de l'impact du commerce international et de l'IDE ». In Colloque international sur le Financement du développement : perspectives post-keynésiennes, ClassificationJEL : C23, F43, O33, O47,Novembre 2010.
- [6] Institut Amadeus, 2014 « Etude partenariat Maroc - Afrique : 15 recommandations pour un Co développement responsable et durable », juillet 2014.
- [7] Le world economic Forum, 2018,Analyse « Classement 2018 des économies africaines les plus compétitives », 2018.
- [8] Mehrez HAFSI, 2017« Les organisations internationales et la bonne gouvernance »,Centre d'études de formation et d'information sur la lutte contre la corruption (CEFICC),2017.